

Questions au Feuilleton

Montant des prêts émis dans le cadre du Programme du Fonds d'investissement pour les projets d'hiver

	1972-1973	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	Total
Terre-Neuve		8,500,000.00	2,965,656.00							12,418,859.11
Île-du-Prince-Édouard	121,000.00	1,372,078.00	575,504.02	368,050.00		387,101.27	913,965.95	39,237.16		3,007,261.37
Nouvelle-Écosse			1,723,597.36	12,276,402.64			183,528.08			14,000,000.00
Nouveau-Brunswick		9,699,933.40	1,367,774.43	2,923,778.11						13,991,485.94
Québec		75,812,000.00	38,088,000.00							113,900,000.00
Ontario		730,000.00	21,028,194.00	74,520,741.00						96,278,935.00
Manitoba		9,400,000.00	4,000,000.00							13,400,000.00
Saskatchewan		948,560.53	2,660,457.42	7,031,447.48						10,640,465.43
Alberta		4,291,039.76	6,421,209.55	4,698,439.26						15,410,688.57
Colombie-Britannique		9,811,126.12	14,764,462.49	11,857,919.63	1,443,560.20					37,877,068.44
Territoires du Nord-Ouest		400,000.00		56,286.07						456,286.07
	121,000.00	120,964,737.81	93,594,855.27	113,733,064.19	1,443,560.20	387,101.27	1,097,494.03	39,237.16		331,381,049.93

	Total des prêts émis	Moins: remise de prêt	Montant net émis	Pourcentage remboursable des prêts	Montants payés	Prêts nets remboursables (31 mars 1981)
Terre-Neuve	12,418,859.11	3,778,471.00	8,640,388.11	69.6	441,624.73	8,198,763.38
Île-du-Prince-Édouard	3,007,261.37	945,541.97	2,061,719.40	68.6	192,290.79	1,869,428.61
Nouvelle-Écosse	14,000,000.00	7,845,540.09	6,154,459.91	44.0	724,725.78	5,429,734.13
Nouveau-Brunswick	13,991,485.94	3,448,577.95	10,542,907.99	75.3	423,691.78	10,119,216.21
Québec	113,900,000.00	22,585,071.67	91,314,928.33	80.2		91,314,928.33
Ontario	96,278,935.00	38,652,906.00	57,626,029.00	59.5	13,717,757.50	43,908,271.50
Manitoba	13,400,000.00	10,303,218.35	3,096,781.65	23.1	214,053.30	2,882,728.35
Saskatchewan	10,640,465.43	9,131,784.83	1,508,680.60	14.2	1,489,151.16	19,529.44
Alberta	15,410,688.57	7,473,930.84	7,936,757.73	51.5	2,665,487.88	5,271,269.85
Colombie-Britannique	37,877,068.44	15,903,636.22	21,973,432.22	58.0	3,086,282.68	18,887,149.54
Territoires du Nord-Ouest	456,286.07	56,286.07	400,000.00	87.7	40,780.47	359,219.53
	331,381,049.93	120,124,964.99	211,256,084.94	63.7	22,995,846.07	188,260,238.87

[Français]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, si la question n° 541 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

Mme le Président: On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. La Chambre désire-t-elle que la question n° 541 soit réputée transformée en ordre de dépôt de document?

Des voix: D'accord.

[Texte]

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION—LES
CONTRATS DE SERVICES PROFESSIONNELS ACCORDÉS EN
1978-1979

Question n° 541—**M. Orlikow:**

1. Durant l'année financière 1978-1979, quels contrats de services professionnels ont été accordés pour l'étude, l'examen et l'analyse a) des politiques, des programmes ou des analyses d'information présents ou futurs, et notamment de leur efficacité, b) de l'administration ou des activités internes du ministère de l'Emploi et de l'Immigration?

2. Quels étaient le montant et le nom du bénéficiaire de chacun des contrats?

(Le document est déposé.)

[Français]

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, je demande que les autres questions soient reportées.

Mme le Président: Les autres questions sont-elles reportées?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI ÉLECTORALE DU CANADA

MESURE VISANT À RÉDUIRE LE DÉLAI REQUIS POUR TENIR DES ÉLECTIONS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 14 avril, de la motion de M. Bussièrès: Que le bill C-58, tendant à modifier la loi électorale du Canada, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des privilèges et élections.

L'hon. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de l'occasion qui m'est donnée d'exprimer mon opinion au sujet du bill C-58. J'attends depuis longtemps la présentation d'une mesure pouvant servir de cadre à un certain nombre de modifications qu'il est de toute évidence nécessaire d'apporter à la loi électorale du Canada.

Chaque fois que je me suis porté candidat aux élections dans ma circonscription d'Esquimalt-Saanich, j'ai découvert un certain nombre de lacunes de la loi, pour ne pas dire d'abus ou d'impropriétés; et chaque fois j'ai préparé, pour ma propre gouverne et pour celle de mon parti, un récapitulatif des lacunes dont j'ai été la victime ainsi que le groupe qui travaillait pour moi au cours des élections, et ce afin d'en avoir une liste toute prête.